

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Au cours des entretiens, un important échange de points de vue en matière de commerce a eu lieu. Il nous a semblé que le Canada et l'Union soviétique désirent tous les deux favoriser une expansion du commerce. Nous avons parlé du renouvellement de l'accord commercial qui doit expirer bientôt et convenu de l'opportunité de reprendre les entretiens à ce sujet au début de l'année. A mon avis, les entretiens ont fait ressortir la même intention de part et d'autre.

LES ENTRETIENS TRUDEAU-KOSSYGUINE AU SUJET DE
L'ÉMIGRATION ET DES DROITS DES GROUPES
ETHNIQUES—DEMANDE DE DÉCLARATION PUBLIQUE

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, en l'absence du premier ministre, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures peut-il nous dire si le gouvernement pourra prochainement faire part à la Chambre et au pays des résultats des entretiens du premier ministre avec M. Kossyguine au sujet des personnes en Union soviétique qui veulent émigrer dans d'autres pays, surtout celles qui aimeraient joindre leurs familles, de même que des droits des Juifs et d'autres groupes culturels et ethniques en Russie?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): A son arrivée à la Chambre, le premier ministre, j'en suis bien sûr, sera heureux de répondre à des questions de ce genre. Quant aux droits des Juifs en Union soviétique, les députés ont naturellement eu l'occasion de poser directement ces questions à M. Kossyguine au comité. Nous en apprendrons donc beaucoup de ces deux sources, je pense.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Comme les délibérations que nous avons entendues à la salle du comité ce matin n'ont pas été consignées—et nous sommes censés nous en tenir à cela—le premier ministre pourrait-il nous faire bientôt une déclaration publique?

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, lorsqu'il sera de retour à la Chambre—en ce moment il est avec M. Kossyguine—le premier ministre se fera sûrement un plaisir de répondre à ces questions.

LES ENTRETIENS TRUDEAU-KOSSYGUINE AU SUJET DES
RELATIONS CANADO-UKRAINIENNES

Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince-Albert): Monsieur l'Orateur, comme la question relève de la juridiction du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, nous dirait-il si des entretiens ont eu lieu avec le premier ministre Kossyguine sur l'échange de représentants consulaires entre le Canada et la république de l'Ukraine, ce qui permettrait aux Canadiens d'origine ukrainienne de visiter le pays de leurs ancêtres sans ces retards inutiles et presque insurmontables, comme aussi aux Ukrainiens de visiter leurs parents au Canada?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, nous n'avons pas discuté précisément de l'échange de représentants consulaires, mais l'esprit qui a animé les entretiens qui ont eu lieu

[L'hon. M. Stanfield.]

encouragera sûrement les visites que le très honorable représentant et moi-même espérons tous deux.

Le très hon. M. Diefenbaker: J'aimerais savoir comment le ministre peut trouver matière à encouragement dans une chose dont on n'a pas discuté.

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, je crois avoir été assez précis. Le très honorable député m'a interrogé sur les représentants consulaires et je lui ai répondu que la question n'a pas été discutée. On a plutôt parlé des échanges et des visites de citoyens canadiens en Union soviétique et de citoyens soviétiques au Canada.

Le très hon. M. Diefenbaker: Le ministre pourrait-il maintenant préciser à quelles conclusions sur le résultat de ces entretiens l'a conduit son optimisme?

L'hon. M. Sharp: Je crois que les échanges de citoyens s'amélioreront entre nos deux pays; les visites réciproques favoriseront la compréhension.

LA RÉPONSE DE M. KOSSYGUINE AUX INSTANCES DU
CANADA RELATIVES À LA CONSERVATION DES
RÉSERVES DE POISSON

M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe): Monsieur l'Orateur, je veux poser une question supplémentaire au premier ministre suppléant. Pourrait-il indiquer à la Chambre la réponse du président du conseil de l'Union soviétique aux instances du Canada en faveur de mesures immédiates de conservation en ce qui concerne les ressources en poisson des côtes est et ouest du Canada, et si le gouvernement canadien a invité l'Union soviétique à conclure un accord bilatéral pour fixer des contingentements, surtout sur les pêches au large du littoral atlantique?

L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches): Monsieur l'Orateur, la question de la conservation des réserves de poisson au large des deux côtes a été discutée.

LE REFUS DE L'URSS QUANT À LA CONCLUSION D'UN
ACCORD RELATIF À LA SOUVERAINETÉ DANS
L'ARCTIQUE

M. Erik Nielsen (Yukon): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au premier ministre suppléant. Étant donné que le gouvernement n'a pas réalisé son objectif de conclure un accord avec l'URSS sur la souveraineté dans l'Arctique, le ministre pourrait-il dire à la Chambre pourquoi l'Union soviétique refuse de signer un tel accord?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, à mon avis on a tort de dire que les gouvernements soviétique et canadien ne sont pas d'accord sur les objectifs. Cependant, le gouvernement soviétique a manifesté certaines inquiétudes, de la méfiance ou des objections en ce qui concerne la signature d'un traité. Il n'a nullement refusé de collaborer avec nous à promouvoir nos objectifs communs dans l'Arctique, il a même offert une coopération des plus étroites.

M. Nielsen: Monsieur l'Orateur . . .